

Lévesque, Jacques (avec la collaboration de Luc Duhamel).
L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev.
Paris, Armand Colin, 1988, 405 p.

Jean-Christophe Romer

Volume 19, Number 4, 1988

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702447ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702447ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Romer, J.-C. (1988). Review of [Lévesque, Jacques (avec la collaboration de Luc Duhamel). *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*. Paris, Armand Colin, 1988, 405 p.] *Études internationales*, 19(4), 770–772.
<https://doi.org/10.7202/702447ar>

complexes entre les événements libanais et les relations stratégiques israélo-syriennes entre 1977 et 1981. Vers la fin de cette période, certaines perceptions israéliennes quant à l'utilité de la présence militaire syrienne subissent des changements. La paix avec l'Égypte permit à Israël de prendre la décision de lancer son offensive en 1982. L'auteur présente au chapitre suivant les objectifs de cette guerre et le déroulement de la campagne jusqu'au retrait de Beyrouth des forces de l'OLP et de la Syrie.

Vers le milieu de 1983, la situation tourne au détriment d'Israël: les coûts de la guerre augmentent et les bénéfices s'envolent en l'air. La guerre prit fin en 1985 avec le retrait unilatéral d'Israël et la réémergence de la Syrie comme le plus important intervenant étranger au Liban. Le chapitre cinq traite des séquelles de cette guerre et de la réapparition d'un système spécifique de dissuasion mutuelle.

La théorie de la dissuasion s'est jusqu'à récemment appliquée exclusivement au nucléaire, mais rien n'empêchait de la transposer aux conflits conventionnels entre puissances régionales. Les relations de dissuasion israélo-syriennes au Liban portent à envisager les conditions spécifiques de succès et d'échec. Le modèle pourrait servir comme instrument valable de la régulation des conflits.

L'implication de la Syrie et d'Israël au Liban a pris de l'expansion à partir de 1970. Ces deux États, en dépit de leurs divergences, développaient depuis lors une sorte d'entente indirecte et tacite qui découlait surtout de l'attitude dissuasive d'Israël. Graduellement la Syrie a commencé à définir, elle aussi, des seuils de dissuasion. Après le retrait israélien du Liban, l'entente entre les deux belligérants réémergea, bien que légèrement modifiée.

La lecture de ce livre ne manque pas d'intéresser les personnes concernées par le conflit israélo-arabe analysé dans le contexte libanais. Sous l'angle de la dissuasion, plusieurs facettes de ce drame humain reçoivent un nouvel éclairage qui tente de les expliquer, mais ne les justifie pas. Nous avons, d'un côté, un État militairement puissant qui dicte ses quatre volontés, avec la bénédiction et

l'appui des États-Unis, à des voisins faibles, déchirés et minés par une guerre civile: Israël délimite les lignes rouges, les modifie quand cela fait son affaire, baptise son incursion « paix dans la Galilée », déclare ne pas avoir d'ambition territoriale et, pourtant, envahit Beyrouth. La résistance farouche l'oblige à se replier tout en se réservant le droit de frapper la population civile.

Jadis Lafontaine a posé le même problème en d'autres termes: « La raison du plus fort est toujours la meilleure. » Yair Evron semble accorder à ce dicton une valeur absolue et se cache derrière la théorie de la dissuasion pour en faire la preuve. Le flegme avec lequel il décrit les massacres de Sabra et de Chatila frise le cynisme. C'est un jeu et, si victimes il y a, tout ce qui compte pour lui c'est de savoir de combien de kilomètres on déplacera les lignes rouges. La souffrance humaine compte si peu dans ce livre pseudo-scientifique qui recèle des relents militaristes fort désagréables.

Adnan MOUSSALLY

Collège militaire royal de Saint-Jean, Qué. Canada

UNION SOVIÉTIQUE

LÉVESQUE, Jacques (avec la collaboration de Luc Duhamel). *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*. Paris, Armand Colin, 1988, 405p.

En 1980, J. Lévesque faisait paraître un ouvrage extrêmement synthétique, traitant de la politique internationale de l'URSS. Cet ouvrage est depuis devenu un « classique » pour tous ceux qui s'intéressent non seulement à l'URSS mais aussi aux relations internationales en général. Sa réédition et son actualisation ne peuvent être que bienvenues. On ne reviendra pas sur les qualités de la première édition. On ne s'attachera ici qu'à recenser les compléments apportés à la première édition, c'est-à-dire essentiellement, à la dernière partie qui traite de la période 1981-1987.

Tout historien ou politologue qui écrit sur cette dernière période de l'histoire de l'URSS,

contrairement au passé où le changement s'opérait très lentement, subit le risque d'être vite dépassé par les événements. En effet, ce qui hier pouvait être émis à titre d'hypothèse peut aujourd'hui s'avérer une réalité. Personne n'échappe à cette accélération de la vie politique soviétique ! Faut-il pour autant s'abstenir d'écrire sur l'URSS ? Non car il reste toujours la possibilité d'étudier les tendances de fond ; C'est ce à quoi s'attache J. Lévesque.

La nouvelle partie de son ouvrage se subdivise en quatre chapitres consacrés respectivement à l'Europe de l'Est, aux relations Est-Ouest, au Tiers Monde et à la Chine. Le choix de commencer cette actualisation par l'Europe de l'Est n'est pas innocent dans la mesure où c'est sans doute dans cette région que Gorbatchev a engagé l'un de ses principaux paris. Ce chapitre est également celui qui paraît le plus complet et approfondi. En parlant de la crise polonaise qui est en effet la crise la plus profonde et la plus exemplaire à laquelle l'URSS a eu à faire face dans la région. J. Lévesque définit le phénomène de crise en Europe de l'Est et émet certaines hypothèses sur l'avenir de cette région. Exercice périlleux s'il en est car c'est effectivement là que les changements les plus notables sont apparus et interviennent quasi quotidiennement depuis 1987. Ainsi, lorsque cet ouvrage a été terminé, il eut été inconcevable d'envisager la reconnaissance du massacre de Katyn ou de laisser se développer le différend magyaro-roumain sur la Transylvanie. Ce qui était pourtant le cas au début de l'été 1988.

Outre une analyse très complète de la crise polonaise et des recherches d'« émancipation » de certains pays durant les crises de succession à Moscou, on retiendra surtout deux des conclusions de l'auteur sur ce point, l'une et l'autre relativement pessimistes. La première concerne la crise polonaise mais pourrait s'appliquer à tout phénomène de crise à l'Est : « Si une issue révolutionnaire victorieuse était difficile voire impossible à envisager... il était délicat de faire prévaloir une solution réformiste justement parce que la situation était trop révolutionnaire » (p. 338). Il n'est pas impossible que cette affirmation ne puisse s'appliquer aujourd'hui à l'URSS de M.

Gorbatchev. L'autre conclusion contenue dans ce chapitre est de constater qu'à côté des motivations économiques et stratégiques, il existe également une raison idéologique à la domination soviétique sur l'Europe de l'Est, légitimant l'irréversibilité du processus révolutionnaire mondial (p. 351). Certes des aménagements sont-ils possibles. Parmi ceux-ci, un processus de finlandisation qui n'exclurait pas le maintien d'un contrôle soviétique mais favoriserait un développement interne plus souple dans chaque pays, a indéniablement les faveurs d'un pays comme la Pologne.

On retrouve cette période d'incertitude dans laquelle s'est retrouvée l'URSS entre 1981 et 1985 dans le domaine des relations Est-Ouest. Dans ce chapitre encore, on retrouve un bilan très synthétique de la crise des euromissiles, des négociations stratégiques et des interrogations sur l'initiative de Défense Stratégique qui est le sujet majeur de préoccupation des dirigeants soviétiques depuis 1983. Un des intérêts de ce chapitre est d'avoir compris, à un moment où seuls quelques indices pouvaient le laisser prévoir, que l'ère Gorbatchev pourrait bien ne plus être marquée par cette volonté de résoudre chaque question qui se pose dans le domaine international en raisonnant en termes de rapports des forces militaires mais en termes de « pari politique ». Cette conception a été confirmée officiellement et explicitement lors de la Conférence Nationale du PCUS, en juin 1988.

Le chapitre suivant est consacré au Tiers Monde et plus particulièrement à quatre cas particuliers représentatifs de la politique de l'URSS depuis 1981 : le Mozambique, l'Angola, la Syrie et le Nicaragua. Si chacun de ces cas est spécifique, on ne retrouve pas moins certaines tendances communes qui caractérisent la politique de l'URSS à l'égard du monde en développement. Tout d'abord, mais ceci est surtout vrai depuis 1985, la priorité de la politique soviétique est bien de remettre en marche sa propre économie et ceci se fera nécessairement au détriment d'un Tiers Monde qui exigerait des investissements que Moscou ne veut plus assumer. Ensuite, la relative passivité dont l'URSS fait preuve depuis le milieu des années 1980 peut fort bien n'être

que temporaire. La posture défensive adoptée par l'URSS est en effet un moyen lui permettant de préserver ses positions sans perdre la face vis-à-vis d'un adversaire trop puissant, trop lointain ou dans des zones trop explosives. Elle lui permet par contre de pouvoir reprendre une attitude plus offensive en des temps jugés par elle meilleurs. Cela dit, un autre élément a déterminé cette politique dans le Tiers Monde : l'Afghanistan. Sur ce point, J. Lévesque précise le lien qui existe entre l'Afghanistan et le Pakistan d'une part, le Nicaragua et le Salvador de l'autre, face au jeu des deux superpuissances. Mais on retrouve également l'Afghanistan dans le chapitre suivant consacré à la Chine.

Dans ce dernier chapitre, l'auteur analyse avec précision les différentes étapes qui, insensiblement, vont conduire au rapprochement à la fois inter-étatique mais également idéologique entre les deux grandes puissances communistes. À l'exception de la période Tchernenko, cette tendance n'a cessé de s'affirmer, du fait des volontés — qui n'ont pas nécessairement coïncidé — à la fois de Moscou et de Pékin. Ce chapitre est particulièrement intéressant pour l'analyse des signaux diplomatiques envoyés de part et d'autre, montrant à la fois les concessions réalisables et les limites qu'il ne sera pas possible de franchir.

Concernant ce dernier chapitre, on regrettera néanmoins que l'auteur n'ait pas consacré soit une partie de ce dernier chapitre, soit même un chapitre entier, sur l'évolution de la politique de l'URSS en direction de la zone Asie-Pacifique. Latente depuis 1983 cette politique s'est amplement précisée depuis 1986 avec la reprise des relations avec le Japon, le discours de Vladivostok ou l'importance nouvelle accordée non plus seulement à l'Asie continentale mais également à la zone Pacifique.

La conclusion que l'on peut tirer de cet ouvrage est que le complément apporté par la seconde édition est dans la même veine que l'ensemble de l'ouvrage. Certes, au rythme auquel M. Gorbatchev mène sa politique étrangère, on a peut-être eu tendance à sous-estimer les années 1981-1985. Or, même si le nouveau Secrétaire Général adopte un ton et

une approche différents de ceux de ses prédécesseurs, cette première moitié des années quatre-vingt n'en demeure pas moins cruciale pour comprendre les changements qui se produisent aujourd'hui en URSS. C'est cette compréhension que nous apporte l'ouvrage de J. Lévesque.

Jean-Christophe ROMER

INSED, Université de Paris I

LYNCH, Allen. *The Soviet Study of International Relations*. Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 197p.

À première vue, l'ouvrage d'A. Lynch se présente comme une bibliographie commentée sur les recherches soviétiques en relations internationales. En fait, il s'agit de beaucoup plus que cela. Certes, l'auteur présente-t-il la quasi-totalité de ce qui s'est écrit sur ce sujet en URSS sinon depuis 1945, tout au moins depuis le milieu des années 1960. Mais il explique également les tenants et aboutissants de ces recherches en les confrontant en permanence à la réalité de la vie politique soviétique. A. Lynch tente, comme il l'annonce lui-même, de vérifier et de réactualiser les conclusions de l'ouvrage de William Zimmerman, *Soviet Perspective on International Relations (1956-1967)*, publié en 1971.

Son ouvrage peut se subdiviser en deux parties. Une première partie consacrée aux approches méthodologiques de la réflexion soviétique en matière de relations internationales, de Marx et Lénine jusqu'au début des années soixante ; une seconde partie plus particulièrement consacrée à la méthodologie la plus en vogue en URSS : l'analyse systémique.

Dans sa première partie, l'auteur prend comme référence privilégiée — et cette référence constituera une constante de cet ouvrage — les travaux de l'académicien, d'origine hongroise, E. Varga (1879-1964) qu'il considère comme un des premiers théoriciens à avoir cherché à dépasser les normes idéologiques imposées par le pouvoir politique et, en ce sens, à avoir fait œuvre de véritable politologue (chap 1 et 2). Sur ce point, on ne saurait que souscrire à cette conception qui permet de